

Suspension de la subvention accordée aux bouchers : Une faute lourde

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 10 AOÛT 2021

909

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Boubou Cissé

Discours pastiche a la conférence régionale de l'URD Mopti

Voici en intégralité, le discours que Boubou Cissé a tenu dans la plus stricte intimité entre lui-même et ce qui reste de sa conscience. Allocution riche en aveux et surtout sans fioriture. ...



Point de presse : Dr Choguel K Maïga sort satisfait de son immersion dans le Mali profond



Examen du brevet de technicien : Les épreuves ont débuté hier, lundi



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

09 août
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

1145

Nouveaux cas confirmés

05

Nouveaux guéris

05

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

10 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
04 cas graves en soins intensifs
57 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

14 647

Guéris

13 996

Décès

534

dont 221 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.10



P.18



P.22



/ Une /



Boubou Cissé : Discours pastiche a la conférence régionale de l'URD Mopti

P.4

/ Brèves /



Accord de Farabougou : La fourberie de Kouffa

P.10

Gao : Plus de 50 civils tués dans des attaques simultanées

P.10

Situation sécuritaire à Niono : Un léger mieux

P.10

Mali : Lancement des épreuves du Brevet de Technicien (BT)

P.11

Mali : Soumeylou Boubeye Maïga à Gao pour la rentrée politique régionale de l'ASMA-CFP

P.11

Gouvernement – syndicats des enseignants : Suspension des négociations

P.11

Confédération Générale des Travailleurs Du Mali (CGTM) : Une nouvelle centrale syndicale portée sur les fonds baptismaux

P.12

Nord du Mali : Le Chef de la MINUSMA prend le pouls des régions de Tombouctou et Taoudéni

P.12

Attaques de l'EIGS dans le Gourma : 18 morts à Ouatagouna 19 morts à Karou et 12 morts au campement peul de Dawtaguef

P.13

/ Actualité /



Forum de Bamako : Le ministère de la jeunesse échange avec des jeunes

P.15

Examen du brevet de technicien : Les épreuves ont débuté hier, lundi

P.16

Spéculations foncières à Sotuba : Le Maire RPM de la Commune I en en cause

P.17

Suspension de la subvention accordée aux bouchers : Une faute lourde

P.18

Visite de Mme le ministre de la Santé à Ségou : Une mission qui suscite de l'espoir pour les services rattachés

P.19

Mali : "Détérioration grave et continue de la sécurité"

P.10

/ Politique /



Point de presse : Dr Choguel K Maïga sort satisfait de son immersion dans le Mali profond

P.11

Initiative pour la Refondation du Mali : Le parti IRMA souffle sa 1ère bougie

P.12

Système électoral malien : L'IFES décèle des failles dont la résolution permettra de le sécuriser

P.23

Transition au Mali : Le Mouvement Mali Espoir demande sa prolongation

P.14

/ Culture & société /



Mali : Journée mondiale du livre et du droit d'auteur : Don d'un important lot d'œuvres littéraires au Prytanée Militaire de Kati et au Musée des Armées

P.25

/ International /



Biélorussie : Un an après la réélection contestée d'Alexandre Loukachenko

P.26

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo et le FPI planchent à huis clos sur leur agenda politique

P.27

/ Sport /



Tokyo 2021 : Sports collectifs, judo, escrime, ils ont fait briller la France aux JO

P.28

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Dïala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Boubou Cissé

Discours pastiche a

la conférence régionale de l'URD Mopti

Voici en intégralité, le discours que Boubou Cissé a tenu dans la plus stricte intimité entre lui-même et ce qui reste de sa conscience. Allocution riche en aveux et surtout sans fioriture.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Vice-Présidents, Chers Camarades, de Mopti et d'ailleurs...

Je suis heureux d'être à Mopti, en famille. Je suis d'autant plus heureux d'être là que j'ai réussi à jouer un tour à mon tonton Salikou Sanogo dont il se souviendra longtemps. Le vieux bougre, en effet a accepté de voyager dans mon avion sans se douter que j'avais préparé un comité d'accueil pour me légitimer. Bon, passons puisque le but est marqué malgré les protestations de quelques porteurs de pancartes et que la VAR l'a validé. D'ailleurs les réseaux sociaux en ont fait leurs choux

gras.

Chers futurs voteurs et chers militants révoltés,

C'est donc avec une profonde gratitude et une grande humilité que je m'exprime pour la première fois devant vous aujourd'hui. Surtout ne cherchez pas à savoir si ce que je vais vous dire est vrai. Cherchez plutôt à savoir si j'ai assez de cash pour acheter le parti et beaucoup parmi vous comme bonus.

Je dois donc remercier les organisateurs, celles et ceux qui ont travaillé à la réussite de cette vente aux enchères privées d'un parti politique dont devraient témoigner dans un futur

proche ceux qui ont fait un long chemin jusqu'ici et ceux qui sont venus depuis les autres localités de la région, de Bamako, des villes et des villages du Mali. Merci d'avoir convergé vers notre belle ville de Mopti !

Mes Chers obligés,

En ce jour si important de la vie de notre fédération et de notre parti, je veux penser à nos défunts. J'ai à cet égard une pensée toute particulière pour Soumaïla Cissé, celui-là même que mon ex-père dont le nom me dégoûte désormais et moi avons refusé la libération en le laissant entre les mains des terroristes qui n'attendaient que notre feu vert pour lui rendre



sa liberté. Le coup de force des militaires est venu contrarier notre plan de sa liquidation physique. Mais heureusement que le perfide coronavirus était là pour parachever notre intention. Je sais que vous n'allez pas nous en vouloir car vous savez que personne n'est fou pour œuvrer à la libération de son principal opposant. Il suffit de faire semblant d'obtenir sa libération et sur ce registre nous avons bien meilleurs que les artistes du Koteba national. Il n'a manqué au spectacle que les larmes de crocodile du vieux retraité de Sébénikoro. Tout cela ne m'empêche pas de rendre hommage à la mémoire de l'illustre disparu, à l'âme qu'il a donnée au parti et au leadership qu'il a incarné à la tête de l'URD. Durant ces années, Soumaila a travaillé à vivifier cette union. Il l'a dynamisée, il l'a animée, il a veillé à ce que chaque militante, chaque militant incarne l'Union pour la République et la Démocratie. Et vous vouliez qu'avec toutes ces qualités nous le fassions libérer. An ko An tè à bana ! Incontestablement, Soumaila a contribué de manière significative à faire de l'URD une force politique, un parti qui compte sur la scène politique malienne, un parti respecté en Afrique, crédible à l'international. C'est pour toutes ces raisons que je dois récupérer ce parti coûte que coûte, capter l'héritage de son fondateur. N'oubliez pas que je suis un sans-abri politique et que je n'ai en conséquence aucune raison de perdre mon temps à construire une nou-

velle maison si je peux acheter une grande villa meublée avec piscine et jardin. L'URD n'a besoin que d'un nouveau propriétaire qui ne pourrait être que Moi même si je suis illégitime. De toutes les façons, l'héritier inconnu de la famille serait moi. De gré ou d'argent. Je gommerai le souvenir de Soumaila des cœurs des adhérents, comme dans ceux des citoyens et citoyennes du Mali.

A la famille de Soumaila Cissé, je voudrais dire

mon amitié. À Madame Cissé Astan Traoré, ma maman, je voudrais dire toute mon affection. À mes frères Bocar, Moussa, Mody, je voudrais dire que je serai toujours là pour eux. Même si je n'ai pas été là pour leur mari et père quand il avait le plus besoin de moi. Je me rattraperai : c'est promis.

A nous voir tous ici rassemblés, j'en suis convaincu, l'histoire retiendra que Soumaila Cissé a laissé un parti vivant ! D'où mon intérêt pour l'acheter.

Chers obligés,

C'est de rassemblement autour de moi dont je veux vous parler. Je ne le réinvente pas. C'est l'essence de l'URD, c'est le sens de l'engagement de Soumaila Cissé, et il est le nôtre aujourd'hui. Oui, tous autour de Moi, ex-héritier du prince de Sébénikoro et aujourd'hui héritier putatif et au forceps de Soumaila Cissé.

Chers vous,

Avant de poursuivre, je veux brièvement vous édifier par rapport à mon choix de militer au sein de l'URD. Je suis en effet devenu membre de ce grand parti depuis le 26 juin 2021, date à laquelle les militants de la section de Djenné m'ont accueilli parmi eux, en tant que secrétaire aux questions économiques. Ce fut pour moi une grande émotion. Un grand honneur et surtout une grande satisfaction d'avoir atteint mon premier objectif pour mon Offre Publique d'Achat (OPA) sur l'héritage politique de Soumaila Cissé. Je mesure l'importance de ma





prise, qui est sans doute l'une des plus gros butins de ma vie politique.

Maintenant je veux vous dire pourquoi j'ai eu raison de vous rejoindre.

Vous savez, être engagé et actif pour mon pays était le dernier de mes soucis. Les ors des palais de la République et les avantages que je tirais de ma présence au sommet de l'appareil d'Etat me suffisaient. Pourquoi se salir dans les eaux boueuses de la politique si mon ex-père me passait tous mes caprices. Donc jusqu'ici, je n'avais milité dans aucun parti, je n'en ressentais ni le besoin ni l'urgence. Mais dans la situation que connaît notre pays caractérisé par la chute du Mandé Mansa et le risque pour moi d'aller en prison si je n'ai pas une cachette sûre, j'ai pris la décision d'être

actif et de m'engager. M'engager pour acheter les suffrages des maliens avec leur propre argent. Ça, il fallait y penser et oser le tenter. Ne suis-je pas magnifique ?

Le parti politique est le lieu idéal où l'on peut discuter, échanger, confronter et débattre du prix à mettre pour voler une élection, pour dessiner une vision conférant une immunité. Voilà le sens de mon engagement dans un parti politique.

Mais vous vous demandez sans doute pourquoi l'URD et surtout pourquoi pas le RPM s'il me reste une once de dignité ?

C'est très simple. Parmi les multiples raisons pour lesquelles j'ai choisi ce parti, voici les 3 plus importantes :

Tout d'abord, l'URD est à vendre. Certes, cer-

tains doux rêveurs pensent à préserver ses idéaux et sa dignité mais comme vous le savez, ils n'ont pas un sou vaillant. Personne ne les écouterait donc.

Deuxièmement, outre cette opportunité mon choix s'est porté sur l'URD grâce à des hommes et des femmes dont je suis proche. A commencer par son fondateur, en qui je me retrouve. Pour beaucoup d'entre nous, et pour moi en particulier, Soumaïla Cissé a été un modèle. Il m'a soutenu, m'a conseillé, m'a grondé parfois, mais toujours avec bienveillance. Devant vous, chers camarades, je veux témoigner ma reconnaissance. Vous comprendrez, à contrario, que je connaissais à peine mon ex-père de Sébénikoro auquel rien ne m'a jamais lié. Je trouve d'ailleurs qu'il est tout sauf un modèle et jamais il ne m'a ni soutenu, ni conseillé, ni grondé. Il m'a juste donné le Mali et tout le Mali et sa confiance pour mieux mener sa vie de roi-fainéant. Je sais que son régime a chuté parce qu'il n'a pas voulu me lâcher. Tant pis pour lui. Vous voyez donc qu'entre les deux, il n'y a pas match. Surtout que dans ma famille personne n'a jamais appartenu à aucun autre parti malien et surtout pas à ce pestiféré de RPM.

Enfin, j'ai choisi l'URD car il ne vaut plus cher. Quelques sous à donner et des milliards à promettre pour la campagne et ploc !, l'affaire est dans mon sac. Elle s'y trouve déjà d'ailleurs et tant pis pour ce misérable de Igor Diallo et cette poche trouée de Me Demba Traoré.

Voilà pourquoi j'ai choisi l'URD, ma famille politique, ma famille tout court !

Chers Camarades,

Soumaïla Cissé avait une vision du Mali. Lui et les pères fondateurs de l'URD avaient un projet précis, un projet concret en le créant : vivre un idéal politique. Pour ma part j'apporterai le culte de l'argent-roi et m'engage à faire du parti un refuge pour ceux qui veulent échapper à l'OCLEI ou à un séjour tous frais payés à Bamako-Coura de bien triste réputation. Mais pour cela, ne me demandez surtout pas d'où vient tout cet argent que j'utilise pour échapper à la prison. Vous risquez de vous faire inculper par mon futur juge d'instruction pour concurrence déloyale.

Merci et à bientôt dans le Mali Koura que j'incarnerai plus que quiconque.

Boubou Cissé Ex-futur président du Mali.

■ Moctar Sow



■ Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne

Audience du CSDM

Le Président et les membres du bureau exécutif du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne ont reçu les responsables de la Coordination des associations de développement de la région de Ségou en France (CADERSEF).

Au cours de la rencontre, la CADERSEF a fait part aux membres du CSDM de l'organisation d'une conférence le 14 août 2021 à Ségou sur le thème : Paix, Réconciliation et Développement de la région de Ségou.

La CADERSEF a aussi sollicité l'accompagnement du CSDM pour la réussite de cette conférence.



■ FANA MÉDIA

#FANA MÉDIA

Une grande lecture de coran a été faite aujourd'hui à la grande mosquée de Fana à la mémoire des dix(10) décapités de Fana et les victimes du grand accident de la semaine passée entre le car de la compagnie "Air Niono" et le camion "dix tonnes".

Nous prions Dieu pour le repos éternel de l'âme des disparus et souhaitons prompt rétablissement aux blessés de l'accident...

Reportage : FANA MÉDIA Lundi le 9 Août 2021



■ MALI KANU



Ce matin les enseignants qui étaient dans la logique d'empêcher la tenue des examens du BT1 et BT2 ont été repoussés par les agents de sécurité du Lycée Monseigneur dans la région de Sikasso.

Au cours de cette accrochage, une élève qui aidait sa maman à vendre à la porte du Lycée a reçu du gaz lacrymogène, elle a été transportée au CCREF par les sapeurs pompiers sur place.

Actuellement elle est en train d'être évacuée à l'hôpital régionale de Sikasso, le Secrétaire Général de la Section AEEM de Sikasso et le représentant du Gouverneur sont au chevet de l'élève.

Piblié par Savant24



■ Housseini Amion Guindo - POULO

C'est avec une profonde tristesse que j'ai appris le massacre odieux hier de populations civiles innocentes dans les localités de Karou, Dirgua, Deouteguet et Ouatagouna dans la commune de Ouatagouna, cercle d'Ansongo.

Je prie pour le repos de leurs âmes et présente mes condoléances à leurs familles et proches ainsi qu'à l'ensemble de la



nation malienne.

J'appelle le Gouvernement à tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité de nos populations sur l'ensemble du territoire national et faire la lumière sur ces atrocités.

L'horreur qui s'est produite dans de paisibles villages de cette commune nous interpelle tous et nous oblige à nous rassembler autour de l'essentiel pour pacifier notre beau pays.

#Ouatagouna

#Mali



Radio Guintan



Le cercle de Ansongo fortement endeuillé.

Kanda, le bilan est comme suit:

Ouatagouna: 20 morts,

Karou: 20 morts,

Daoutédjef : 14 morts.

Total: 54 morts et des blessés .

Il faut noter que Dirga est un quartier périphérique de Ouatagouna, Karou est à 7 km de Ouatagouna sur la route de Labzenga, Daoutédjef est une fraction située à 10 km à l'Est de Ouatagouna. Je vous apprends que parmi les morts j'ai au moins 40 de mes parents. Je suis profondément attristé.

Source Aliou Maiga Sahel infos.



Koutiala: enlèvement de véhicules.

Selon les infos reçues ce jour 09/08/2021 vers 08H30 des individus armés non identifiés susceptibles d'être des radicaux sur des motos auraient enlevé 02 véhicules dont celui de la BNDa de KOUTIALA en partance pour Yorosso. Les assaillants auraient intercepté les véhicules puis les enlevé au niveau de la bifurcation OURIKELA. Il s'agirait de 02 véhicules KA 4529 appartenant à la Direction Nationale des routes et AY 5628 MD appartenant à la BANDA. Ils auraient brûlé un des véhicules dans leur fuite.



RFI Afrique



La karatéka égyptienne Feryal Abdelaziz a remporté la médaille d'or olympique dans la catégorie des plus de 61 kilos, ce samedi 7 août à Tokyo. Elle a battu en finale l'Azerbaïdjanaise Iryna Zaretska aux points, et apporte à l'Égypte sa première médaille d'or depuis les Jeux d'Athènes en 2004.



H24 News



Le Premier Ministre Choguel K Maiga en Côte d'Ivoire.

Le Premier Ministre Choguel K Maiga est actuellement à l'hôtel Ivoire d'Abidjan où il copréside avec son homologue ivoirien Patrick Atchi la cérémonie d'ouverture du 27ème Congrès Postal Universel, qui se tient du 9 au 27 Août 2021.

Il faut rappeler qu'il est sur place pour représenter le Président de

La transition Assimi Goita invité par son homologue Alassane Dramane Ouattara.



■ Jeune Afrique

jeune
afrique

La prise de Lalibela par les rebelles du TPLF, jeudi 5 août, est une nouvelle illustration de l'enlisement du conflit au Tigré. Le Premier ministre Abiy Ahmed, jadis célébré comme un « faiseur de paix », promettait pourtant une victoire rapide.



■ Wassim Nasr



#RDC #Congo l'EI affirme avoir pris le contrôle de 2 localités chrétiennes dans l'Ituri après une attaque préventive « les soldats ont fui dans la forêt qu'ils ne connaissaient pas bcp sont morts de fatigue et de faim » // la légende de la photo « appel aux chrétiens à l'Islam »



L'inévitable se produit, aveugles ceux qui ne le voyaient pas venir. On remarque que les villes du nord prises par les #Taliban sont plutôt des bastions de leurs ennemis, donc ils s'attaquent au plus dur en premier, la partie n'est pas finie mais stratégiquement bien entamée

#Afghanistan : après le retrait américain, le tsunami #Taliban à venir. Papier complet @Coudurier_P @MarianneMag avec quelques réflexions de votre serviteur aux côtés @ElieTenenbaum @IFRI_ @MatthieuMabin @FRANCE24 & @Miller-Quentin



■ Kassim Traoré



@KassimTraor1
#Football: l'état doit plus de 2 milliards de FCFA d'arriérés de salaires à l'encadrement des Aigles, qui refuse de prendre 300 millions comme avance.

■ Amb. Abdoulaye Diop



@AbdoulayeDiop8 a pris part, ce lundi matin à Bamako, à l'ouverture de l'atelier sur le nouveau Mandat de la @UN_Minusma et le renforcement de son soutien au #PAG. Il a dit ce que le #Mali attend de ce mandat.



Accord de Farabougou : La fourberie de Kouffa



A Niono, l'accord de cessez-le-feu entre les terroristes de la Katibat Macina et les chasseurs Dozos a une fois de plus été rompu. Cette violation montre la fourberie des djihadistes lorsqu'il s'agit de négocier.

Depuis le début du mois de juillet, les massacres contre des civils sont de plus en plus récurrents à Niono, mais aussi dans les communes de Dogofry et Youwarou. Face à une population qui refuse de se plier à l'obscurantisme, les hommes d'Amadou Kouffa assassinent les familles de paysans avant de piller leurs ressources. Selon plusieurs sources locales, plus d'une quinzaine de chasseurs Dozos ont été massacrés au cours du mois de juillet.

Peut-on sauver l'accord ?

L'accord de cessez-le-feu entre les chasseurs Dozos du cercle de Niono et les terroristes de la Katibat Macina avait été entériné par le HCIM. Un accord purement oral qui ne repose sur aucun texte, ni signature... Selon un médiateur du HCIM des négociations seraient en cours pour tenter de sauver l'accord, mais il est probable que cette initiative arrive trop tard. Avec la saison des pluies qui débute, l'organisation terroriste va sans nul doute continuer ses actes criminels en voulant mettre la main sur les ressources paysannes.

Une nouvelle fois, Kouffa manipule ses interlocuteurs et en berne plus d'un. Aucune trêve durable n'est possible avec un djihadiste en quête de pouvoir, au grand malheur du Mali.

Ibrahim Keïta

Situation sécuritaire à Niono : Un léger mieux

La situation sécuritaire dans le Cercle de Niono connaît un léger mieux en ce début de mois. On se rappelle qu'au début du mois de juillet, des bandits armés non identifiés disaient ne plus se reconnaître dans l'accord du mois de mars signé sous l'égide du Haut Conseil Islamique du Mali.

Une série d'attaques avaient été perpétrées sur de paisibles populations et des chasseurs traditionnels dozos. À cause de cette situation, le marché à bétail de Niono, l'un des plus importants du pays, reste fermé jusqu'à présent. Les paysans avaient commencé à s'inquiéter pour la réalisation des travaux champêtres.

Gao : Plus de 50 civils tués dans des attaques simultanées



Plus de quarante civils ont été tués dimanche 8 août vers 18h dans la région de Gao lors d'attaques simultanées imputées à des djihadistes. Le bilan provisoire établi par la préfecture du cercle d'Ansongo fait état de 51 victimes, de plusieurs blessés, d'animaux emportés et aussi de maisons saccagées et incendiées.

Une mission des FAMA est attendue dans la localité pour ratisser et sécuriser les lieux afin qu'il puisse être procédé à l'enterrement des victimes. C'est la commune de Outagouna plus particulièrement et ses alentours qui ont été la cible de ces attaques. On dénombre 20 morts à Ouatagouna, 20 autres à Karou, un quartier périphérique à la commune ainsi que des victimes à Daoutédjef à 10km de Ouatagouna.

Source : Journal du Mali



Afin de dissiper les craintes et ramener la quiétude dans la contrée, l'armée a entrepris des patrouilles. Si la présence des soldats est de nature à rassurer les populations, l'insécurité se manifeste toujours dans le cercle par des enlèvements d'individus. Récemment, quatre personnes ont été enlevées. Malgré les efforts de l'armée, elles restent introuvables.

La semaine dernière, des échanges de tirs ont opposé à Faba Niatiela, dans la Commune rurale de Marico, et à Kango dans la Commune rurale de Dougabougou, les chasseurs traditionnels dozos et des bandits armés sans faire de victimes.

Mahamadou SAMAKÉ / Amap-Niono / Source : L'ESSOR

Mali : Lancement des épreuves du Brevet de Technicien (BT)



Bamako, 9 août 2021 | Lancement des épreuves au complexe scolaire CARNNOT de 1008 Logements de Bamako par Mme Sidié Dédéou Ousmane, ministre de l'Éducation Nationale.

Il y a au total 38 984 candidats répartis dans 1666 salles pour 116 centres à travers le territoire national. Tout se passe normalement dans toutes les académies. Avant d'ouvrir la 1ère enveloppe contenant les sujets, Mme le ministre, à la tête d'une forte délégation, a prodigué des conseils aux candidats et aux surveillants par rapport surtout à la fraude et la tricherie. « Vous êtes l'avenir de ce pays et vous devez travailler pour être des citoyens bien formés, la nation compte sur vous », a-t-elle dit entre autres dans son adresse aux candidats.

Source : CELLULE DE COM MEN

Gouvernement – syndicats des enseignants : Suspension des négociations



Les négociations ont échoué entre les syndicats de l'Éducation signataires du 15 octobre 2016 et le gouvernement sur le préavis de grève de 12 jours déposé sur la table du ministre du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, le 23 juillet 2021. La commission de conciliation dirigée par Ahmed Sidibé, fonctionnaire à la retraite, n'a pu rapprocher les positions des deux parties.

Conséquence : les syndicats de l'Éducation enclenchent un arrêt de travail à partir de ce lundi jusqu'au vendredi 27 août prochain. Les syndicalistes réclament l'application stricte de l'article 39 de la loi n° 007 du 16 janvier 2018, portant statut autonome du personnel enseignant des enseignements secondaire, fondamental et de l'éducation préscolaire et spéciale. Ils entendent, en plus de l'arrêt de travail, procéder à la rétention des notes de classe et des compositions. Selon Amadou Dolo de la Synergie, le gouvernement reste dans une

Mali : Soumeylou Boubeye Maïga à Gao pour la rentrée politique régionale de l'ASMA-CFP



Dans le cadre d'une visite de trois jours dans la Cité des Askia, le président de l'Asma-Cfp, l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga, accompagné d'une forte délégation, est arrivé à Gao en début d'après-midi du samedi 07 août 2021.

Après un accueil des grands jours à sa descente d'avion à l'Aéroport international de Gao, par le Maire de Commune urbaine de la 7è région, les responsables régionaux de la formation politique ainsi que des légitimités traditionnelles, Soumeylou Boubeye Maïga a rendu une visite de courtoisie au Gouverneur de Gao, Général Moussa Traoré. Par la suite, il a pris part à la cérémonie d'ouverture de la rentrée politique de la Section de Gao. Conformément au programme de la visite, le président de l'Asma-Cfp a présidé un meeting du parti, dimanche, à la Place de l'Indépendance de Gao.

A. TRAORÉ / Source : L'ESSOR

posture d'application de la grille unifiée des salaires. Ce qui, d'après lui, représente une manière d'abroger l'article 39. Les syndicalistes se sont réunis pour évaluer les résultats des négociations et décider des actions à mettre en œuvre pour amener le gouvernement à reculer. À l'issue de la rencontre, la Synergie a publié un communiqué relatif aux négociations, vendredi, qui précise qu'après 5 heures de discussions, chaque partie est restée sur sa position.

Selon le document, faute d'avancées dans les négociations, les conciliateurs ont demandé la suspension des pourparlers. Face à cette situation, les leaders des syndicats ont invité leurs militants à la mobilisation générale et au respect strict du mot d'ordre de grève. Après l'échec des négociations, au niveau de la Maison de l'Enseignant, c'était l'ambiance des mauvais jours. Les pédagogues échangeaient sur les actions du gouvernement de Transition et se refusaient à accorder des interviews aux journalistes. Joint au téléphone, le Conseiller technique au département en charge du Travail, de la Fonction publique et du Dialogue social, Mamadou Konaté, s'est gardé de donner des détails sur l'échec des négociations. Le ministère de l'Éducation Nationale, dans un communiqué, explique que « le département informe les parents d'élèves, les enseignants (présidents de centres, surveillants) que les épreuves du BT 1 et du BT 2 se dérouleront le lundi 9 août sur toute l'étendue du territoire. Le ministre invite les agents impliqués dans l'organisation de ces épreuves à la vigilance et en appelle à l'esprit de responsabilité et de patriotisme de chacun.

Sidi Y. WAGUÉ / Source : L'ESSOR

Confédération Générale des Travailleurs Du Mali (CGTM) : Une nouvelle centrale syndicale portée sur les fonts baptismaux

Le paysage syndical de notre pays s'est élargi avec la création d'une nouvelle centrale syndicale. Il s'agit de la Confédération Générale des Travailleurs du Mali (CGTM), portée sur les fonts baptismaux le 15 mai dernier. La nouvelle centrale syndicale qui a tenu, le week-end dernier, son tout premier congrès ordinaire statutaire au Centre Aoua Keïta, regroupe les réseaux de groupements d'associations sociales, de la presse, d'enseignants du préscolaire et du fondamental, et des juristes. Les éditeurs, les agents des services communautaires, les travailleurs de l'économie informelle, les cinéastes en herbe, les artistes et les peintres y sont aussi affiliés.

En plus de la défense des intérêts matériels et moraux de ses mandants, la CGTM se fixe comme objectifs le bien-être et la formation de ses militants, la promotion de la bonne gouvernance pour le progrès social, entre autres. Elle a aussi opté pour un syndicalisme de développement, libéral et revendicatif. La nouvelle centrale syndicale a pour devise «Égalité, Développement et Engagement» et comme slogan «Agir pour l'acquisition des droits syndicaux. Solidarité et engagement».

Les assises ont porté sur le toilettage des textes qui régissent l'organisation, la validation du bureau et l'adoption de recommandations à l'endroit des autorités compétentes pour la prise en compte et le respect des droits syndicaux. À l'issue des travaux, un bureau consensuel de 13 membres, dont 4 femmes, formé et entériné lors de son Assemblée générale constitutive du 15 mai dernier, a été présenté au public. Il est dirigé pour un mandat de 5 ans par Mme Fanta Sangaré, bien connue



dans le milieu syndical.

La désormais Secrétaire générale de la nouvelle centrale syndicale a anciennement travaillé à l'ORTM. Pour la Secrétaire générale de la CGTM, la création de son organisation syndicale résulte d'un constat de manque de soutien et d'assistance aux sans emplois, abandonnés à eux-mêmes et du peu d'espace offert à eux pour s'exprimer et défendre leurs droits compte tenu de la situation sociopolitique de notre pays.

La nouvelle centrale syndicale est ouverte, selon Mme Sangaré, à toute personne jouissant de ses droits civiques et se trouvant dans cette situation, aux fédérations syndicales, associations, regroupements professionnels et aux retraités des secteurs public et privé. «La CGTM soutient également toute politique de paix, de progrès, de cohésion sociale pour le bonheur de ses membres et sympathisants, conformément à la Constitution du 25 février 1992, au statut général de la Fonction publique, à la Convention collective et aux normes internationales du travail», a-t-elle déclaré.

Au cours de la cérémonie, une minute de silence a été observée à la mémoire de Siaka Diakité, ancien secrétaire général des l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM), et à notre confrère de l'ORTM, Abass Fambougouri Traoré, tous rappelés à Dieu.

S. Y. W. / Source : L'ESSOR

Nord du Mali : Le Chef de la MINUSMA prend le pouls des régions de Tombouctou et Taoudéni

Du 2 au 3 Août, le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Mali a effectué une visite à Tombouctou. El-Ghassim WANE et sa délégation ont eu une série d'échanges avec les autorités administratives, les représentants de la société civile, mais aussi avec le personnel civil et militaire de l'ONU déployé sur place. Le Chef de la MINUSMA s'est dit satisfait de cette visite qui lui permet de mieux appréhender les défis auxquels les régions de Tombouctou et Taoudéni sont confrontées dans leur marche vers la paix et la stabilité.

M. WANE et sa délégation se sont d'abord rendus à Ber, à 60 kms de Tombouctou, afin de s'enquérir des conditions de vie et de travail des Casques bleus qui y sont déployés. Il y a rencontré les Casques bleus du bataillon du Burkina et ceux de celui des forces

spéciales égyptiennes basées à Tombouctou, mais qui opèrent sur toute la zone de déploiement de la Mission. Le Représentant spécial a déclaré qu'il est « venu féliciter et encourager les soldats qui travaillent dans un environnement contraignant ».

Échanges avec les Maliennes et les Maliens...

Au cours de cette mission, le chef de la MINUSMA a rencontré les autorités administratives des deux régions, ainsi que la société civile de Tombouctou, pour évoquer les défis liés à la mise en œuvre de l'Accord, la sécurité, le redéploiement des services étatiques. Des échanges que



**Attaques de l'EIGS dans le Gourma :
18 morts à Ouatagouna 19 morts à Karou
et 12 morts au campement peul de
Dawtaguef**

Selon une source émanant des para juristes basés dans le Gourma central, un groupe affilié à l'organisation État islamique dans le grand Sahara (EIGS) a perpétré plusieurs attaques dans la région. Les auteurs de l'attaque pourraient être une branche locale du Gourma Central. Le groupe a frappé en menant quatre (04) attaques consécutives dans quatre (04) localités du cercle d'Ansongo, région de Gao. Le bilan humain est lourd et grave. Les localités concernées sont Ouatagouna (18 morts), Karou (19 morts), campement peul de Dawtaguef (12 morts), campement Sonraï de Dirga (6 morts). Le bilan est en ore provisoire avec de nombreux blessés

Selon diverses sources il s'agit d'attaques multiples, complexes et simultanées perpétrées contre quatre localités de la commune de Ouatagouna entre 18 heures et 20h de la nuit. Les auteurs de l'attaque sont venus par vagues successives. Dans un premier temps, un groupe de 8 motos sont arrivés. Dans un second temps, un groupe de 26 motos ont suivi. Dans un troisième temps, une horde de motos pilotées par des assaillants ont assiégé le village de Ouatagouna. Les autres villages et campements ont subi pratiquement le même sort. Ces genres d'attaques multiples et complexes ressemblent à ceux perpétrés récemment à Solhan (province de Yagha au Burkina Faso) et dans la région de Tillabéry (Niger). Il s'agit d'actions meurtrières aux frontières du Mali, du Niger et du Burkina Faso. La méthode utilisée par les groupes insurrectionnels obligent aujourd'hui les États du G5 Sahel et la communauté internationale (notamment la Minusma, la France, l'a CEDEAO, l'Union Africaine, l'Union Européenne, etc.) à revoir et à repenser leur stratégie d'intervention. Selon le stratège prussien Carl Von Clausewitz " La guerre est une forme de violence que chaque acteur cherche à imposer



à l'autre". Il s'agit d'une dialectique d'imposition des volontés. Au regard des enjeux liés à la spatialisation et la géographie des conflits de multiples interrogations et questionnement restent posés. On reste sans réponse sur la facilité de manœuvre et des modes opératoires des groupes armés insurrectionnels dans cette région. Les attaques ainsi, naissent, grandissent et ne meurent jamais dans cette zone avec l'émergence des crises globales multidimensionnelles. Les actes de violence resurgissent telle une hydre, au Sahel. Parmi les divers groupes armés qui sévissent dans cette bande sahélo-saharienne, on note la prégnance de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) qui est devenu, ces derniers mois, le plus actif et le plus meurtrier dans la région dite des 03 frontières. Des réactions de l'opinion publique au Mali et au Sahel sont attendues avec urgence et impatience. Qu'en sera-t-il réellement au regard des enjeux géopolitiques en lien avec les guerres insurrectionnelles et contre insurrectionnelles dans le Gourma Central ? L'avenir nous le dira.

Boubacar Ba

Centre d'analyse sur la gouvernance et la sécurité au Sahel- ONG

Eveil Bamako-Mali

Téléphone/WhatsApp:(00 223) 74184581

Email: boubacarba825@gmail.com



le chef de la MINUSMA juge utiles pour l'efficacité de l'appui que la Mission onusienne apporte aux deux régions. « Ces rencontres ont été assez informatives pour nous. Notre souhait est d'être à l'écoute de tous les acteurs, parce que notre action doit venir en complément à ce qu'ils font au quotidien pour que notre objectif commun soit atteint », a déclaré M. WANE, avant d'ajouter que « les cris de cœurs lancés par la société civile sont des appels aux acteurs du processus de paix pour qu'ils en accélèrent la mise en œuvre ».

Les Gouverneurs des régions de Tombouctou et Taoudéni ainsi que les présidents des autorités intérimaires et du collège transitoire ont exprimé leur satisfaction, quant aux efforts que consent la Mission onusienne au Mali.

El-Ghassim WANE a salué « le gros travail » abattu par les autorités administratives et a réaffirmé l'appui de la MINUSMA à poursuivre ce travail au bénéfice des populations.

À l'issue de ce déplacement dans la Cité des 333 saints, le chef de la MINUSMA dira qu'il s'agissait d'une visite « riche d'enseignements ».

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA

**Abonnez vous à votre
journal numérique**

Malikilé
**pour recevoir les
dernières informations**

Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com

Site : www.malikile.com



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Forum de Bamako : Le ministère de la jeunesse échange avec des jeunes



Le centre Aoua Keita a abrité vendredi dernier, une séance d'échanges entre des organisations des jeunes et le ministère de tutelle sur le programme d'engagement civique (PEC).

Cette activité, financée par l'USAID, et mis en œuvre par FHI360, est un programme du secteur de la paix, de la démocratie et de la gouvernance qui soutient la société civile malienne dans une nouvelle dynamique visant à améliorer la gouvernance. Avec l'objectif d'améliorer la responsabilisation du public en renforçant le rôle des citoyens dans le processus de développement et de gestion des affaires publiques, le PEC appuie les acteurs Maliens à mieux jouer leurs rôles et assumer leurs responsabilités, en leur donnant les outils et les ressources nécessaires pour que chaque partie joue pleinement son rôle.

Dans le but de promouvoir l'implication des jeunes dans la mise en œuvre de la politique nationale de la citoyenneté et du civisme et d'amplifier leur voix dans le plaidoyer, le PEC prévoit de co-organiser des forums de jeunes dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou. C'est le district de Bamako qui a ouvert cette série d'activités avec le soutien du Ministère de la Jeunesse et de la construction citoyenne à travers un partenariat avec ARGAMali. Les fora régionaux et celui du district de Bamako seront sanctionnés par un

forum national qui se tiendra à Bamako. Ces fora sont conçus comme un espace de dialogue, d'analyse, de confrontation des idées, d'invention et d'apprentissage dans un cadre non formel. C'est un lieu de questionnement citoyen qui tend à susciter un large débat public chez les jeunes. Son objectif est de faire un diagnostic de la situation de référence des jeunes au Mali, et permettre ainsi d'identifier les leviers d'action sur lesquels chaque acteur pourrait compter pour changer les mentalités et les pratiques, et d'engager une gouvernance enracinée dans le pays

La citoyenneté est précisément l'état ou la qualité de citoyen, c'est le lien qui rattache l'individu à la collectivité, à la nation à laquelle il appartient. Elle suppose la connaissance et l'exercice de ses droits et devoirs. Aujourd'hui au Mali il existe une rupture entre le citoyen et l'Etat qui a du mal à faire exercer son autorité et ses décisions sur les citoyens. Les règles établies par les pouvoirs publics sont foulées aux pieds par les populations y compris par ceux-là mêmes qui sont chargés de les appliquer. Les personnes commises aux fonctions d'administration et de gestion n'ont pas, dans la majorité des cas, le sens de l'Etat ainsi qu'une bonne connaissance des règles d'éthique et un comportement exemplaire, aggravant du coup la rupture entre l'Etat et le citoyen. Face à un tel fléau, il est judicieux de

créer un cadre d'échange entre les jeunes autour de question de la citoyenneté pour favoriser l'émergence de propositions concrètes pouvant contribuer à la mise en œuvre de la politique de la citoyenneté et du Civisme au Mali.

Ce forum de Bamako, est donc le lancement officiel du Projet intitulé « Forums d'échanges entre les organisations de jeunes, le Ministère de la jeunesse et des sports, chargé l'instruction civique et de la construction citoyenne ». Il a regroupé (50) jeunes issus des organisations de jeunes, des points focaux du programme PEC, des six (6) communes du district de Bamako. Il s'est tenu du 6 au 7 août 2021. Il convient de signaler que les organisateurs du forum, ont pris toutes les mesures de prévention contre la pandémie de COVID-19, y compris le lavage des mains, le port de masques, les règles d'hygiène et de distanciations physique ont été rigoureusement respectées.

Les foras qui viennent de commencer par celui de Bamako, permettront de créer un cadre d'échange entre les jeunes et le Ministère de la Jeunesse autour de la Politique nationale de citoyenneté et du civisme (PNCC) et son plan d'action en vue d'une meilleure appropriation du contenu, des rôles et des responsabilités des acteurs et recueillir des propositions d'actions pour la mise en œuvre du plan d'action.

Plus spécifiquement ils visent à :

Disséminer la politique nationale et son plan d'action sur la citoyenneté et le civisme auprès les jeunes ;

Favoriser l'implication des jeunes dans la mise en œuvre de la politique nationale de la Citoyenneté et du civisme au Mali ;

Diagnostiquer les problèmes des jeunes de Bamako ;

Identifier des leviers d'action en faveur de la citoyenneté et civisme à Bamako ;

Recueillir des propositions réaliste et réalisable auprès des jeunes pour la promotion d'une citoyenneté active à Bamako.

■ Moctar Sow

Examen du brevet de technicien : Les épreuves ont débuté hier, lundi

Malgré le mot d'ordre de boycott de la synergie des syndicats signataires, les épreuves écrites du brevet de techniciens ont débuté, le lundi 9 août 2021, sur toute l'étendue du territoire. Le ministre de l'Éducation nationale, Madame Sidibé Dédéou Ousmane a procédé, au lancement des épreuves au lycée privé Carnot.



Pour cette session de l'examen des techniciens en santé, ils sont 38 984 candidats. Ils sont repartis entre 116 centres. Le centre du lycée privé le Carnot a été choisi par madame le ministre de l'éducation nationale, Mme Sidibé Dédéou Ousmane, pour le lancement des épreuves. Pour la circonstance, Mme le ministre était accompagnée du représentant du gouverneur, du maire de la Commune VI, du président des établissements privés en santé et bien attendu de la directrice de l'académie d'enseignement Bamako rive droite, Mme Touré Zaliatou Ayouba. Il faut noter que tous les candidats ont répondu présent. Dans le centre d'examen visité, on sentait une certaine sérénité sur le visage des candidats et des surveillants. L'enveloppe ouverte par Mme le ministre contenait l'épreuve de Français, filière secrétariat de direction.

Pour le déroulement des examens du brevet de technicien, le ministre de l'éducation nationale, Mme Sidibé Dédéou Ousmane a précisé que les épreuves se déroulent normalement. Les candidats sont en classes et les surveillants et l'encadrement sur place. A ce niveau, il n'y a aucun problème. Rassurer les élèves et les parents d'élèves, le personnel d'encadrement et la société civile que toutes

les mesures sont prises pour que ces qui ont commencé dans toutes les régions du Mali examens se passent normalement. En certains endroits à Bamako, il y eu quelques troubles parce qu'il y a certains enseignants qui sont venus très tôt pour arracher les listes, effacer les numéros. Mais, les forces de l'ordre sont venus pacifiquement les évacuer. Le personnel enseignant a pu rétablir les listes déchirées et aussi réinscrire les numéros sur les table-bancs. **« A l'heure où je vous parle tout se passe bien. Je demande à nos camarades et à tous les citoyens, je prends à témoin l'opinion nationale et internationale pour dire que l'école c'est l'affaire de tous. Nous appelons au calme. Les actes de vandalisme ne doivent venir des responsables de l'école. Il faut que les uns et les autres sachent que c'est l'avenir de notre pays, l'avenir de nos enfants qui est en jeu. Je suis heureuse de vous dire que pour le BT1 et 2, les épreuves ont bien commencé »**, s'est-elle félicitée.

Madame le ministre a saisi cette occasion pour prodiguer des conseils aux candidats. **« Tout à l'heure en lançant, le début des épreuves dans la salle où se déroule les épreuves de secrétariat de direction, nous avons conseillé aux candidats d'être**

des candidats responsables. C'est-à-dire les résultats qu'ils vont obtenir doivent refléter leur niveau et non pas le fruit de la fraude ou bien d'une tricherie quelconque. Je pense que nous pouvons avoir des résultats assez crédibles à l'issue de ces examens. Parce que les surveillants sont là, ils ont promis qu'ils seront très vigilants et très assidus. Donc, il n'y aura pas de problème à ce niveau également », a-t-elle rassuré.

S'agissant des actes des vandalismes, le ministre de l'éducation nationale a déploré que ce sont des enseignants qui s'adonnent à cette pratique qui n'honore ni les enseignants, ni la corporation. **« On n'a pas le droit d'aller sur le lieu de travail et entraver la liberté de travailler pour ceux qu'ils veulent travailler. Tous les surveillants sont des enseignants. Ce sont des enseignants des écoles privées et du secteur public. Pour vous dire que ce n'est pas des personnes étrangères à l'éducation qui sont là pour assurer la surveillance. Mais ce sont des enseignants reconnus qui enseignent, qui surveillent les examens et qui peuvent corriger des épreuves »**, a-t-elle argumenté.

Aux dires de la directrice de l'académie de Bamako rive droite, Mme Touré Zaliatou Ayouba, les candidats au BT 1 sont au nombre de 4 686 dont 2 230 filles pour la session 2021. Les candidats libres représentent 36, 49% des candidats. Les filières tertiaires (administration-finance et secrétariat de direction) représentent 59,97% tandis que 40,03% des candidats sont dans les filières industries (Bâtiment, dessin bâtiment, électromécanique, mécanique auto, travaux publics). Les candidats au BT1 composent dans 8 centres d'examen composés de 165 salles.

Quant aux candidats de la 2ème partie BT2 inscrits dans les spécialités Douanes, impôts, Comptabilité, secrétariat de direction, bâtiment, dessin bâtiment, électromécanique, mécanique auto et travaux publics, ils sont au nombre de 1 293 dont 51,12% de filles. Ils sont répartis dans 3 centres d'examen disposant d'un total de 53 salles. Au BT2 les candidats libres représentent 33,18% des candidats.

■ Ibrahim Sanogo

Spéculations foncières à Sotuba : Le Maire RPM de la Commune I en cause



Certains habitants de Sotuba ne cessent d'exprimer leur ras-le-bol face à la décision du maire RPM de la Commune I de les spolier de leurs maisons en annulant les lettres d'attribution à eux octroyées par son prédécesseur au profit d'un supposé droit coutumier, quand-bien même qu'ils ont légalement acquis leurs parcelles en bonne et due forme par la Mairie en 2004. La légalité, un mot qui semble ne rien dire à l'élu communal RPM, animé aujourd'hui par la volonté de démolir plus de 300 maisons de paisibles citoyens.

En effet, le maire RPM Oumarou Togo, puisqu'il s'agit de lui, à travers une décision datant du

20 avril 2021, entend annuler les lettres d'attribution des parcelles N° 31/DS-CI du 02/07/2004, N°003/MCI-DB du 09/01/2007 ; N°071/MCI-DB du 27/11/2007 et 035/MCI-DB du 20/05/2008 situées sur le titre foncier N°7480 CI. Le maire Togo dit avoir motivé sa décision par l'arrêt N°425 du 31/12/2018 des sections réunies de la Cour Suprême au profit de la dame Niamankolo Coulibaly pour confirmation de droits coutumiers. Sauf que cette décision est contraire au code domanial et foncier du Mali.

La preuve, c'est le ministre du Domaine, des Affaires foncières, de l'Urbanisme et de l'Habitat qui le dit à travers une lettre adressée à

son homologue de la Justice, Garde des Sceaux. Dans cette lettre, le ministre note : « Cependant, même si ce jugement passait en force de chose jugée, il s'avère que la reconnaissance d'un droit foncier coutumier sur des titres régulièrement créés est en porte à faux avec les dispositions des articles 170 et 171 de l'ordonnance N°0027/P-RM du 22 mars 2000, modifiée, portant code domanial et foncier, texte en vigueur au moment de l'intervention de ladite décision. Sauf erreur de notre part, les dispositions de l'article 171 du code précité ne mettent à la disposition de la personne dont les droits ont été lésés par suite d'une immatriculation que l'action personnelle en indemnité si seulement il y a eu dol ».

Mieux, le site en question est sur un titre de l'Etat qui date de 1915 attribué au Laboratoire Central Vétérinaire. Or, sur un titre, on ne peut pas réclamer un droit coutumier. Le maire RPM de la Commune I est pourtant déterminé à démolir plus de 300 maisons déjà habitées. Mais les propriétaires de ces maisons se disent prêts à tout plutôt que de laisser le maire RPM Oumarou Togo, encore moins la dame Niamankolo Coulibaly, toucher un centimètre de leurs concessions !

Pour rappel, c'est le 2 avril 2004 que le ministre des Domaines de l'Etat et des affaires foncières de l'époque, Boubacar Sidiki Touré, a donné son autorisation au président de la délégation spéciale de la Mairie de la Commune I du District de Bamako de recaser les 300 familles sur une superficie de 16 hectares sise à Sotuba. La décision gouvernementale a alors permis aux 300 bénéficiaires d'habiter les lieux en construisant des maisons, des écoles et un centre de santé communautaire. Ceux-ci n'entendent pas se laisser faire.

« Si l'Etat ne veut pas créer une autre tension sociale qu'il s'occupe de ce dossier. Mettre tous ces gens dans la rue au profit d'une seule personne à cause d'une décision de justice contestée revient à dire que nous ne sommes pas dans un Etat de droit. Et si l'Etat ne veut pas s'assumer dans ce dossier nous allons prendre nous-mêmes nos responsabilités. Ce qui veut dire qu'ils vont marcher sur nos cadavres pour nous faire sortir », expliquent-ils. Les plus hautes autorités sont donc interpellées !

■ Yama DIALLO

Suspension de la subvention accordée aux bouchers : Une faute lourde

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Mahmoud Ould Mohamed, a pris la décision sur lui de suspendre la subvention accordée aux syndicats des bouchers en vue de rendre la viande bovine accessible aux maliens en ces temps de chère. Raison évoquée par le ministre : la décision dite unilatérale d'un syndicat de bouchers signataire du protocole d'entente... Trop mince pour justifier la suspension de la subvention, et de livrer les consommateurs à eux-mêmes !

Pour rappel, le 06 juillet 2021, le gouvernement, à travers le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed, et les Syndicats des bouchers ont signé un protocole d'accord prenant en compte la commercialisation de la viande à Kati et à Bamako. Dans cet accord entré en vigueur le 12 juillet dernier, les autorités à travers le Ministère du Com-

merce, avaient pris l'engagement de payer aux bouchers une subvention à la consommation de 45 000 FCFA par carcasse de bœuf abattu. Une entente qui avait permis aux bouchers de céder la viande bovine avec os à 2 300 F CFA et la viande bovine sans os à 2 800 FCFA. L'accord ainsi signé après 20 jours de négociations avec les autorités avait été accueilli par les consommateurs comme un ouf de soulagement. Si le ministre Ould Mohamed évoque la violation de l'accord par un syndicat de bouchers, un seul syndicat, pour justifier sa décision de suspension de la subvention, certains bouchers avaient pris d'assaut le jardin en face de la Cité Administrative, et ce avant la décision du ministre intervenu le 4 août, pour demander aux autorités de respecter l'accord signé avec eux début juillet.

« Nous nous étions mis d'accord avec le gouvernement pour une diminution du prix de la

viande. Le gouvernement du Mali s'était engagé à subventionner à hauteur de 45 000 francs CFA chaque bœuf tué. On a commencé ce travail le 12 juillet dernier. Et aujourd'hui, le gouvernement nous doit 5 jours de subvention. Et la somme globale fait environ 140 millions de FCFA... On a pris des bœufs à crédit chez des peuls qui exigent également qu'on leur rembourse. Que le gouvernement s'acquitte de ce qu'il nous doit pour qu'on puisse vraiment reprendre le boulot... », avait déclaré un boucher manifestant.

Du côté du Ministère, on avait expliqué ce manquement aux termes de l'accord par la lourdeur de la procédure administrative de paiement. On avait argué que l'argent prévu, qui devait sortir du trésor, n'avait pas été débloqué comme convenu pour des lenteurs administratives. Un argument qui ne tient plus, dès lors que le ministre a décidé de suspendre la procédure de subvention, alors même que certains bouchers avaient pris l'engagement de continuer à fournir les consommateurs aux prix consignés dans le protocole d'accord. Un gouvernement, s'investir à tout prix pour régler les problèmes afin soulager les citoyens pour avoir une légitimité.

■ Yama DIALLO





Visite de Mme le ministre de la Santé à Ségou : Une mission qui suscite de l'espoir pour les services rattachés

Aux premières heures de sa nomination à la tête de la Santé et du Développement Social, Mme Diéminatou SANGARE a décidé de se rendre auprès des services locaux relevant de son département pour s'enquérir de leurs forces et de leurs faiblesses dans le but d'y trouver des solutions adéquates. Ainsi après les régions de Mopti, Kayes, Nioro, c'était le tour de Ségou, la Cité des balazans, d'accueillir, le vendredi 6 août, la forte délégation conduite par Mme le ministre SANGARE.

Il était 8h lorsque le cortège de Mme le ministre de la Santé et du Développement s'immobilisa dans la capitale de la 4e région. Des familles TALL, THIAM et DJIRE une foule nombreuse l'attendaient dans chacune des étapes. Pour l'occasion, elle était accueillie par tous les directeurs des services rattachés à son département, avec à leur tête, le Directeur Régional de la CMSS, Cheick BAGAYOKO.

Mme le ministre a commencé par rendre des visites de courtoisie auprès des notabilités, ainsi que des leaders religieux et coutumiers de la capitale de la 4ème région. Au cours de cette visite, les notabilités et les religieux ont formulé deux requêtes. La première est rela-

tive à la construction d'un second hôpital de référence dans la région et la seconde concerne l'augmentation des capacités d'accueil de la morgue de l'Hôpital Régional Nianankoro Fomba qui connaît bien souvent des débordements, comme ce fut le cas lors de l'accident de la semaine dernière au cours duquel 41 personnes ont trouvé la mort. Mme la ministre a pris bonne note de ces requêtes.

Lors des visites à l'Hôpital Nianankoro Fomba, au CSREF, au CSCOM de Ségou et de Ségou Coro, à la garnison, à la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire, à la CANAM et à l'INPS de Ségou, Mme le ministre a relevé des insuffisances communes à ces structures. Elle s'est déjà s'en-

gagée à trouver des solutions diligentes aux situations d'urgence et, dans la mesure du possible, des réponses idoines aux problèmes généraux évoqués. Mme le ministre a également saisi cette occasion pour féliciter le personnel et les dirigeants locaux pour l'accueil chaleureux qui a été réservé à elle et à sa délégation partout où elle est passée. Se disant heureuse de constater avec plaisir que le Centre pour COVID n'ait pas de patients, la ministre a saisi l'occasion pour demander aux uns et aux autres de renforcer l'adoption des mesures barrières et à se faire vacciner avec l'arrivée des 151 mille doses de vaccin Johnson & Johnson, qui est un don du gouvernement américain.

Sur son chemin, Mme la ministre a été accueillie à Tigui se trouvant à 60 km de Ségou, par le village entier. Les populations locales ont saisi cette occasion pour attirer l'attention de la ministre sur les problèmes relatifs à l'insuffisance en équipements de travail du CSCOM du village. Malgré cette insuffisance, elles ont salué le dévouement du personnel du centre de santé qui travaille pour satisfaire les patients.

Fatoumata Mah Thiam KONE,

Source : Service de Communication et des Relations Publiques/CMSS, envoyée spéciale à Ségou

Mali : “Détérioration grave et continue de la sécurité”

La violence se répand si rapidement au Mali qu'elle met en péril la survie même de l'État, a déclaré vendredi l'Expert des Nations Unies sur les droits de l'homme dans le pays, au terme d'une visite officielle de 11 jours, au cours de laquelle il a été informé d'une augmentation des exécutions extrajudiciaires, d'autres homicides, des enlèvements de civils et de viols collectifs de femmes.

« Nous sommes très préoccupés par la détérioration grave et continue de la sécurité qui a dépassé un seuil critique », a déclaré l'Expert indépendant des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Mali, Alioune Tine, décrivant « un État affaibli et impuissant, qui assume difficilement son rôle régalien de protection des populations civiles face aux groupes armés qui essaient dans tout le pays ». La volonté politique des autorités remise en question « Il est grave de constater que les populations civiles subissent aussi des violences de la part

des Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM) censées les protéger », a-t-il ajouté.

M. Tine a déclaré que certaines personnes rencontrées lors de sa visite ont exprimé de sérieux doutes sur la volonté politique des autorités maliennes de prendre des mesures concrètes pour garantir la sécurité des populations civiles, en particulier dans les régions les plus touchées par la crise et les conflits. « Cela doit absolument changer », a-t-il déclaré. « Il faut un sursaut national et une volonté inébranlable des autorités maliennes, avec le soutien actif de leurs partenaires, pour

restaurer l'autorité de l'État et assurer la protection des populations civiles. »

M. Tine s'est dit gravement préoccupé par la dégradation rapide et continue de la sécurité créée par la défaillance des institutions de l'État et qui donne lieu à des attaques tous azimuts contre les populations civiles par des groupes armés tels que la Jama'at Nusrat al-Islam wal Muslimin (JNIM), l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS) et d'autres qui consolident leur contrôle sur des zones dans le nord et le centre du pays. Ils s'étendent également aux régions méridionales du Mali, et la violence communautaire augmente dans le centre du pays.

Les populations civiles du nord (régions de Gao, Ménaka et Tombouctou), du centre (régions de Bandiagara, Douentza, Mopti et Ségou) et du sud (régions de Koutiala, San et Sikasso) subissent des violations de leurs droits humains fondamentaux et atteintes à ces droits et sont même tuées.

Source : Toulouse7



Point de presse : Dr Choguel K Maïga sort satisfait de son immersion dans le Mali profond

Après de sa visite de terrain dans les régions de Bougouni, Sikasso et Koutiala, le Premier Ministre, le Dr Choguel Kokalla Maïga a animé un point de presse, le dimanche 8 août 2021, à l'hôtel du Cinquantenaire de Sikasso. Il s'agissait pour lui de partager les conclusions de sa mission avec les hommes de média. Ont pris part à ce point de presse tous les membres de la délégation qui l'accompagnaient.



Pour Dr Choguel, cette visite est la traduction des orientations du chef de l'Etat, le colonel Assimi Goita qui a demandé à tous les ministres de sillonner le pays profond, le Mali réel pour exprimer la solidarité du gouvernement afin de renforcer le sentiment d'appartenance nationale, pour parler au plus près des préoccupations locales et leur apporter les réponses idoines. « **Au cœur de ma première tournée régionale se trouvent plusieurs messages. Primo que le Mali ne se limite pas seulement à Bamako loin sans faut, les concitoyens vivants à l'intérieur et à l'extérieur ne seront pas seuls, et ils ne seront jamais seuls en tout cas pendant cette transition. L'Etat est à leur côté. L'Etat est l'expression de la solidarité nationale. Le deuxième que le gouvernement est venu apporter en cette période d'hivernage au monde paysan, à nos braves populations des campagnes dont l'ardeur et l'abnégation**

dans leur travail permet à notre pays de rester debout pour résister aux chocs endogènes et exogènes en faisant montre de résilience malgré le contexte sécuritaire et sanitaire difficile. A cet égard, je salue l'engagement du président de l'AP-CAM de faire de la campagne agricole en cours une réussite, de manière à ce que notre pays regagne la première place de producteur de coton en Afrique. Le troisième message qui s'attache à ma visite est l'engagement du gouvernement à accompagner les initiatives locales. A cet égard le lancement de la chambre froide à Sikasso a été le temps fort de notre visite. Ma visite m'a également permis en tant que chef de l'administration de m'enquérir de la situation au niveau des régions nouvellement créées en particulier d'apprécier sur le plan administratif le niveau d'implantation », a-t-il constaté.

Le chef du gouvernement dira qu'à Bougouni,

Sikasso et à Koutiala, il a rencontré des acteurs du monde rural engagés pour faire de la campagne en cours une réussite.

« **J'ai vu des exploitations agricoles prometteuses à Douna Ouna qui présagent de bonnes récoltes. J'ai vu des installations de la chaîne de valeurs avec une plate-forme de fruits et légumes d'une capacité de 6000 tonnes. Toutes choses qui illustrent la capacité des acteurs à réussir la refondation du Mali** », a-t-il ajouté.

Aussi, le premier ministre a indiqué qu'il a entendu les autorités administratives soucieuses du fonctionnement des services de l'Etat. « **J'ai entendu des producteurs fiers de la subvention et préoccupés par la question d'engrais. Bref j'ai senti la soif de changement pour un Mali nouveau.** »

En réponse, sur instruction du Président de la Transition, le Premier Ministre dit avoir transmis les messages dont il était porteur à savoir : approcher les populations afin de mieux cerner leurs préoccupations, réaffirmer la volonté des autorités de la Transition à soutenir les acteurs du secteur rural considéré comme un segment clé du pays, expliquer l'engagement des autorités de la transition contenue dans le Plan d'Action validé par le CNT.

Enfin, le premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga a exprimé son engagement à réformer pour refonder l'Etat. Une refondation qui nécessite la prise en compte des aspirations de toutes les composantes de la Nation. D'où la nécessité de tenir les Assises Nationales de la Refondation. Pour le docteur Maïga, il est heureux de constater que de Bougouni à Koutiala en passant par Sikasso, les populations adhèrent à cette vision et sont disposées à participer aux futures assises. Le Premier ministre a fortement rappelé le souci d'inclusivité des autorités de la Transition afin d'imprimer aux conclusions un caractère des plus légitimes.

Choguel Kokalla Maïga dit avoir rassuré les populations que les résolutions qui vont consacrer le Mali Kura seront exécutoires car auront force de loi.

Cette mission, a conclu le Premier ministre ne sera pas sans suite.

■ Ibrahim Sanogo

Initiative pour la Refondation du Mali : Le parti IRMA souffle sa 1ère bougie



Le parti Initiative pour la Refondation du Mali (IRMA) a célébré le week-end dernier le premier anniversaire de sa création sous la présidence de son Président, M. Cheick Sidy Mohamed Touré, en présence des responsables, militants et sympathisants du parti, des autorités administratives et coutumières de la Commune IV, des partis amis et de nombreux autres invités. Occasion saisie par le Président pour annoncer que le parti sera présent pour la conquête du pouvoir lors des prochaines échéances électorales.

Le Parti IRMA, faut-il le rappeler, a été mis sur les fonts baptismaux le 27 juillet 2020, mais pour des contraintes de calendrier, ses responsables ont choisi le 5 août dernier pour célébrer l'événement. Pour le Président, la crise multidimensionnelle qui assaille le pays depuis 2012 et qui trouve sa source dans la mauvaise gouvernance, fragilisant l'Etat et ses institutions a été le fil conducteur de la création de l'IRMA, avec l'appui de jeunes cadres. Le parti, dès lors, dira-t-il, ambitionne de conquérir et d'exercer démocratiquement le pouvoir, sensibiliser le peuple malien à s'intéresser à la gestion politique, économique, sociale et culturelle du pays.

Pour ce faire, le parti propose un nouveau style dans la conduite du jeu démocratique. Il veut sortir des sentiers battus, faire la politique autrement en tenant aux Maliennes et aux Maliens le langage de la vérité, de la

responsabilité et de l'engagement véritable et salvateur. C'est pourquoi, l'IRMA a choisi à juste titre le concept éponyme de la refondation pour appeler à la nécessaire recomposition de l'Etat malien et de ses institutions. Aussi pour M. Touré, son parti est ainsi conforté dans sa démarche avec l'avènement de la Transition politique qui a dédié un département ministériel à la Refondation !

« Du 27 juillet 2020 à ce jour, notre jeune formation politique s'est mise à l'écoute du peuple. Elle a rencontré les familles fondatrices, les chefs de quartier de Bamako, des Chefs de Villages, de Fractions et de Quartiers des différentes localités visitées, les leaders religieux, les faïtières des organisations de la société civile, les organisations de femmes et de jeunes, les opérateurs économiques et plusieurs associations apolitiques et partis politiques. Ainsi, plusieurs comités ont été mis en place dans le District de Bamako et dans les Communes voisines, d'autres ont été mis en place dans les régions, en Europe et dans les pays voisins », dira-t-il.

Occasion pour lui de louer à juste titre l'expérience éprouvée de femme de terrain de Mme Keita Adam SIDIBE, Présidente des Femmes du Parti IRMA pour ses efforts soutenus de promotion du parti auprès des compatriotes maliens de l'étranger qui sont enthousiastes, pleins d'initiatives et résolument engagés pour la cause nationale. De même que le Président

des Jeunes du Parti, M. Hamidou DICKO, qui a reçu les félicitations du Parti pour son engagement militant, sa disponibilité pleine et entière à la cause de l'IRMA.

« Je ne passerai pas sous silence le travail fort appréciable des vice-présidents, du Secrétaire général et des autres membres du Bureau Exécutif National ainsi que les présidents des comités du District de Bamako, de l'intérieur et de l'extérieur pour l'implantation bien ancrée du Parti. Mme la Première Vice-présidente, Mme DICKO Aissata DIALLO. Ce parti est le fruit de votre engagement et de vos qualités morales. Merci très sincèrement. Que les uns et les autres sachent que leur détermination est pour nous une source de réel espoir et trouvent ici nos sincères félicitations », a indiqué M. Cheick Sidy Mohamed Touré.

Le Parti IRMA, malgré sa jeunesse et la modestie de ses moyens, a mené plusieurs actions de promotion au nombre desquelles on peut citer sans être exhaustif : - dons de fournitures scolaires et de kits de lavage des mains dans des établissements scolaires de Bamako et de l'intérieur ; - restauration d'infrastructures scolaires ; - assainissement dans certains quartiers ; - formation des femmes en activités génératrices de revenus en vue de leur autonomisation. Tout en remerciant les militants pour leur adhésion massive au parti, M. Touré, fera savoir que le parti affiche solennellement et avec conviction sa raison d'être : la conquête démocratique du pouvoir pour le bonheur des Maliennes et des Maliens dans un Mali uni, indivisible, démocratique, laïc, sécurisé, apaisé et réconcilié.

Et d'affirmer : « Au regard de cette conviction, IRMA prendra part à toutes les consultations électorales : les communales, les législatives et la présidentielle de 2022 pour la conquête démocratique du pouvoir grâce à votre adhésion massive à la noble cause de notre jeune et dynamique Parti. Pour ma part, je réitère mon serment de ne jamais transiger avec les intérêts supérieurs du parti. Je le ferai, In Shaa Allah, avec loyauté et dévouement. D'ores et déjà, suivant les décisions du BEN, j'entamerai dans les plus brefs délais une série de rencontres visant à consulter les leaders politiques et sociaux les plus représentatifs de notre pays, en vue de partenariats gagnants conformes au projet de société de IRMA ».

■ Yama DIALLO

Systeme électoral malien : L'IFES décèle des failles dont la résolution permettra de le sécuriser

La Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux (IFES), en partenariat avec le Ministère de l'Administration Territoriale, les partis politiques et la société civile malienne, a mené une étude entre janvier et avril 2021 sur le système électoral malien. Cette étude lui a permis de déceler des failles dont la résolution permettra de mieux sécuriser le système et d'éviter de tomber dans le cycle infernal des crises postélectorales. Les responsables d'IFES ont présenté les résultats de leur recherche au public, le jeudi 05 août 2021 à l'hôtel de l'Amitié.

« Chevauchement des mandats des organes de gestion des élections au Mali, le cadre et calendrier électoral, les opérations d'inscriptions et d'identification des électeurs, la délimitation des circonscriptions, sont entre autres failles dont la résolution peut permettre de sécuriser le système électoral malien et

d'éviter de tomber dans des crises postélectorales », a révélé Dr. Manuel Wally de la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux (IFES).

Concernant le chevauchement de mandats des organes de gestion des élections au Mali, Dr. Manuel a fait savoir que des recommandations ont été faites dans ce sens, telles que veiller à ce que les futurs organes consacrés dans la constitution soient conçus de manière à préserver leur indépendance fonctionnelle en tenant compte de la jurisprudence de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, qui a estimé que les partis au pouvoir ne peuvent pas détenir des majorités directes ou indirectes dans les organes administratifs des élections indépendantes.

Quand au cadre et calendrier électoral, il a fait savoir que sa structure recommande d'inscrire le calendrier électoral à la fois dans la charte

de la transition et dans les dispositions transitoires de la nouvelle constitution afin de garantir le rétablissement en temps opportun de l'ordre constitutionnel et du gouvernement démocratique après l'adoption de la constitution. Pour les opérations d'inscriptions et d'identification des électeurs, il a noté que l'IFES recommande d'annuler les frais de procédures judiciaires pour la certification de la naissance d'un adulte et autoriser l'enregistrement simultané au RAVEC ; de publier les protocoles d'extraction et les statistiques ventilées par âge, région et sexe par rapport aux nouvelles inscriptions au RAVEC avant chaque période d'affichage des listes électorales etc.

Dr. Manuel Wally a signalé qu'à l'image de plusieurs systèmes électoraux du continent, celui du Mali comporte des failles qui, une fois corrigées, permettront de le sécuriser et de préparer le terrain pour des élections libres, crédibles et dont les résultats seront respectés par toutes les parties. Signalons que les responsables de la Fondation Internationale pour les Systèmes Électoraux (IFES) ont remis les résultats de leur recherche à toutes les autorités compétentes du pays.

Moussa Samba Diallo
Source : Le Républicain



Transition au Mali : Le Mouvement Mali Espoir demande sa prolongation

Le samedi 7 août 2021, le Mouvement Mali Espoir a animé un point de presse à la Maison de la Presse de Bamako. Animée par son président Abdoulaye Kébé, en présence des représentants de la quarantaine d'associations qui sont membres, la conférence visait un seul objectif : la prolongation pure et simple de la transition en cours dans notre pays. Selon eux, il faut mieux proroger la transition pour bien sécuriser le pays, le mettre sur les rails de la bonne gouvernance en luttant contre les maux qui le rongent comme la corruption et la délinquance financière.

Dans sa déclaration liminaire, le président du Mouvement Mali Espoir, Abdoulaye Kébé, a rappelé d'entrée que ce point de presse est le premier initié par le mouvement, qui voit opportune l'occasion de se manifester eu égard à l'évolution sociopolitique actuelle du Mali. « Nous comptons en faire le plus souvent, chaque fois que le besoin se fera sentir, afin d'informer l'opinion nationale sur nos ambitions, sentiments et aspirations profondes sur la bonne marche de la République », promet Abdoulaye Kébé à ses militants venus nombreux.

Le Mouvement Mali Espoir, martèle Abdoulaye Kébé, est composé de gens issus d'horizons divers : femmes, vieux et jeunes de plusieurs confessions religieuses et de catégories socioprofessionnelles. Malgré cette composition hétéroclite, ajoute le président du Mouvement Mali Espoir, nous demeurons un regroupement homogène, soudé, avec un seul but, une foi et une vision commune. Notre souci et ambition constants, a fait savoir Abdoulaye Kébé, demeurent le développement de notre pays, le Mali, dans la paix, la cohésion sociale, la sécurité, le développement et la prospérité économique. « Un Mali bâti sur nos valeurs sociales, un Mali débarrassé de la corruption, de la délinquance financière, la gabegie, le népotisme, etc. », clame Kébé. Et d'ajouter : « Nous voulons un Mali Koura qui a pour socle la bonne gouvernance, avec un climat social apaisé dans tous les secteurs de l'administration publique et de l'éducation nationale, une jeunesse bien formée disposant d'emplois stables et bien rémunérés ».

Notre jeune mouvement composé majoritairement de jeunes, indique Abdoulaye Kébé, se

reconnaît au Colonel Assimi Goïta, Président de la Transition lui-même se réclamant de la jeunesse. « Oui! nous nous reconnaissons en Assimi Goïta, parce que nous partageons les mêmes valeurs morales, patriotiques que lui », souligne le président du mouvement. Pour illustration de notre reconnaissance à Assimi Goïtra, note Kébé, je me permets de citer quelques-unes de ces valeurs. La première valeur, révèle Abdoulaye Kébé, est le don de soi, la solidarité pour la construction de l'édifice national. Selon lui, le Colonel Assimi Goïta a fait preuve de don de soi en abrégeant la souffrance du peuple malien, en mettant fin au régime de corruption, de délinquance financière, de gabegie et de népotisme d'Ibrahim Boubacar Keïta, de sa famille et de son clan. En plus, appuie Kébé, le Président de la Transition Assimi Goïta a fait preuve de solidarité en oubliant son confort personnel pour renoncer aux 2/3 de son fonds de souveraineté, soit 1,8 milliard de FCFA, au profit des couches défavorisées. « Cet argent sert, depuis son investiture à la présidence de la Transition, aux œuvres humanitaires comme la construction et la réhabilitation de forages dans des zones difficiles, la réhabilitation de salles de classes, des dons de céréales aux populations du Centre et bien d'autres actions de bienfaisance », déclare Kébé avec satisfaction. La seconde valeur à travers laquelle nous le soutenons est l'équipement des Forces armées maliennes (FAMAs), malgré la situation économique nationale et internationale austère. « Le Colonel Assimi Goïta a dégagé les voies et moyens pour l'équipement des FAMAs. Le Programme d'Action du Gouvernement (PAG), présenté par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga et



adopté le 2 août par la majorité écrasante des membres du Conseil National de Transition (CNT) avec 102 voix pour, contre 2 et 9 abstentions, en est la preuve. Le PAG prévoit un budget de 2050 milliards de FCFA. Sur ce budget, plus de 220 milliards de FCFA sont destinés à l'équipement, la formation des FAMAs et le recrutement des jeunes dans l'armée. Tout cet investissement financier vise à lutter efficacement contre le terrorisme que nous connaissons depuis plus de 10 ans en dépit des efforts consentis par la communauté internationale », a indiqué Abdoulaye Kébé.

La troisième valeur concerne la lutte contre la Corruption et la délinquance financière qui est une composante essentielle de sa politique de bonne gouvernance. Sur ce dernier chapitre, poursuit Kébé, le Colonel Assimi Goïta a décidé d'ouvrir tous les dossiers de corruptions et d'atteintes aux biens publics. « La machine judiciaire est en marche depuis quelques jours, à travers des interpellations de suspects », se réjouit Kébé Abdoulaye.

Le Mouvement Mali Espoir, fait savoir Kébé, au vu de tout ce que nous venons d'évoquer et qui, à notre entendement, constitue un trait caractéristique d'un vrai patriote, nous demandons au peuple malien le rallongement de la Transition. « Il faut mieux proroger la transition pour bien sécuriser le pays, le mettre sur les rails de la bonne gouvernance en luttant contre les maux qui le rongent comme la corruption et la délinquance financière », insiste Abdoulaye Kébé. Les élections pour l'avènement d'un régime démocratique et constitutionnel normal d'accord, dit Kébé, mais nous disons : la sécurité et la bonne gouvernance d'abord. Pour nous, a souligne Kébé, seule la prolongation de la Transition dirigée par le Colonel Assimi Goïta est à même de nous conduire à un pays de bonne gouvernance, stable, en paix, en sécurité et économiquement prospère.

Hadama B. Fofana
Source : Le Republicain



Mali : Journée mondiale du livre et du droit d'auteur : Don d'un important lot d'œuvres littéraires au Prytanée Militaire de Kati et au Musée des Armées

Le ministre de l'Artisanat, de la Culture de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo, a fait don d'un important lot d'œuvres littéraires au Prytanée Militaire de Kati (PMK) et au Musée des Armées. La remise officielle de ces œuvres a eu lieu, le vendredi 6 août 2021, dans l'enceinte du PMK. La cérémonie a enregistré la présence du ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le colonel Sadio Camara, du chef d'Etat-major Général des Armées, le Général Oumar Diarra, et de plusieurs autres personnalités militaires.

La remise officielle de ces livres rentre dans le cadre de la célébration de la journée mondiale du Livre et du droit d'auteur 2021 dont le thème est : "Lire pour ne jamais se sentir

seul".

Dans son intervention, le Directeur du Prytanée, le colonel Mama Sékou Lelenta, a vivement remercié le donateur pour son geste à l'endroit de son établissement. Selon lui, offrir un livre n'est pas un geste simple, mais un geste noble qui encourage et fait la promotion de la lecture, et de fait, à l'acquisition des connaissances. Il a ajouté que la lecture forme et fortifie l'expression orale, éveille la curiosité et renforce le raisonnement logique. Avant de rassurer que les ouvrages reçus seront utilisés à bon escient.

Pour sa part, le ministre de l'Artisanat, de la Culture de l'Industrie hôtelière et du Tourisme a tenu à expliquer clairement cette initiative à l'endroit des deux structures militaires. A en

croire Andogoly Guindo, le choix porté sur le Prytanée et le Musée des Armées n'est pas fortuit, car il vise le renforcement de la documentation de notre Armée. Le ministre Guindo soutiendra également que le livre est un outil de dialogue privilégié entre communautés. Et dans le contexte actuel du Mali, il est d'un grand apport au processus de réconciliation nationale.

Il a précisé, en outre, que le livre est un puits intarissable de connaissances, une source permanente de savoir transmis de génération en génération, afin de fortifier la mémoire de l'homme et d'asseoir son identité. Le ministre Guindo a invité la direction du Prytanée, les professeurs et les élèves pour une exploitation judicieuse des ouvrages.

Visiblement très satisfait, le ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le colonel Sadio Camara a salué le geste de son collègue de la Culture. Selon lui, ce geste témoigne de l'engagement du département à contribuer au renforcement des capacités de nos écoles et services.

La remise symbolique des outils, l'échange de cadeaux et une visite guidée du prytanée ont été les temps forts de cette cérémonie.

Brehima DIALLO avec FAMA
Source : 22 Septembre

Biélorussie : Un an après la réélection contestée d'Alexandre Loukachenko

Cela fait un an, ce lundi 9 août 2021, qu'Alexandre Loukachenko a été réélu président de Biélorussie suite à un scrutin frauduleux. La contestation avait alors été réprimée dans la violence.



« Vive la Biélorussie ! » Comme le relate notre correspondante en Lituanie, Marielle Vitureau, à 200 kilomètres de Minsk, à Vilnius, les Biélorusses suivent plus que jamais ce qu'il se passe dans leur pays, et le cri de ralliement d'il y a un an résonne encore à chaque manifestation organisée en soutien aux opposants.

Forte mobilisation de la diaspora en Lituanie

À Vilnius, la communauté biélorusse se réunit régulièrement devant l'ambassade en brandissant des drapeaux rouge et blanc, les couleurs de l'opposition. Presque tous les diplomates biélorusses en poste à Vilnius ont été renvoyés.

Les choses ont changé, pour Uladzislau, enseignant à l'université en exil : « Je commence ma journée par les nouvelles, confie-t-il. On est devenu dépendants, c'est comme boire ou manger... Avant d'aller au lit, je lis. Peut-être Loukachenko est-il mort ? Est-il déjà tué ? Je ne sais pas ! »

7 000 Biélorusses ont trouvé refuge en 2020 en Lituanie. Les visites à l'étranger de l'opposante Svetlana Tikhanovskaïa, à Vilnius depuis un an, sont très suivies. Il y a quelques jours, elle était à la Maison Blanche en tête-à-tête avec Joe Biden.

Soutenir ceux qui sont restés est très important. Alexander est arrivé il y a quelques mois.

« Rien n'a changé, au fond. De toute façon, ce n'est plus possible de manifester en masse, on risque de longues années de prison », considère-t-il.

Le 9 août 2020, Alexandre Loukachenko remportait frauduleusement la présidentielle biélorusse, déclenchant une tempête. Que reste-t-il de ce mouvement de contestation ? Un an et plusieurs milliers d'arrestations plus tard, les protestataires ont complètement disparu, constate notre correspondante à Minsk, Ania Nowak.

Des dizaines de médias indépendants et d'ONG ont été fermés. Il y a plus de 600 prisonniers politiques aujourd'hui dans le pays. M. Loukachenko, au pouvoir depuis 1994, n'a pas hésité à terroriser la population pour se maintenir. À Minsk, il n'y a plus aucune trace des slogans. Le drapeau blanc, rouge, blanc a disparu de l'espace public. « On n'est pas en sécurité dans notre pays, reconnaît Anna, mais ce n'est

pas parce qu'on ne peut plus manifester qu'on est d'accord avec le régime ! » Elle en est sûre, la démocratie l'emportera.

Si une vague d'émigration a massivement touché la jeunesse, très impliquée dans l'opposition, ils sont nombreux à avoir choisi de rester, malgré le danger. Max, 23 ans, l'a fait pour aider ceux qui sont en prison, même s'il sait qu'il risque sa carrière et s'inquiète des conséquences pour sa famille.

Le combat mené aussi depuis la Pologne

Certains restent par principe, comme Alexei, 30 ans, qui veut « avoir le droit de vivre dans son pays ». Pour le faire avec sérénité, il faudrait que le président parte. Or, à Vilnius, on ne voit qu'une solution pour le faire tomber : assécher son porte-monnaie.

Toutes les personnes rencontrées à Minsk avouent que l'exil, elles y pensent aussi. Mais chacun essaie de tenir aussi longtemps que possible, en faisant profil bas. C'est désormais bien à la diaspora de mener le combat contre le régime. Une manifestation avait d'ailleurs également lieu dimanche à Varsovie, en Pologne.

Olga Kovalkova, membre de l'opposition et lauréate du prix Sakharov accordée par le Parlement européen aux actions en faveur des droits de l'homme, est exilée en Pologne. Jointe au téléphone par Sophia Khatsenkova,



pour RFI, elle dresse un portrait compliqué de la situation politique actuelle.

« Je reçois encore fréquemment des menaces, même à l'étranger, assure Olga Kovalkova. Il y a un mois, ma mère a été convoquée par les autorités. Donc, le gouvernement continue à mettre la pression pour qu'on arrête de s'exprimer ».

« Mais c'est impossible : on ne peut pas baisser les bras. Même quand je me sens impuissante par rapport à ce qu'il se passe dans mon pays, j'ai encore l'espoir qu'on arrivera à surmonter ce moment difficile de notre histoire. Le peuple biélorusse a remporté la victoire, même si elle n'est pas encore complètement tangible ».

Quant à Tatiana (nom d'emprunt), c'est en République tchèque qu'elle a trouvé refuge. Elle avait été arrêtée, il y a un an. Gravement blessée et torturée par les forces de l'ordre, elle a passé plusieurs mois à l'hôpital avant de fuir son pays.

Un an après, elle ne peut toujours pas rentrer et revient sur cette dernière année difficile, au téléphone également : « Je devais fuir, car quand j'étais hospitalisée, la commission d'enquête est venue me voir pour me menacer. Une association m'a proposé de me faire soigner à l'étranger, je suis partie directement. »

« On était à peu près 50 personnes à partir avec cette association. On était tous gravement blessés. Il y avait des personnes avec des colonnes vertébrales cassées, des blessés par balle et des blessés par grenade assourdissante... », nous raconte Tatiana.

Seul réconfort à ses yeux : les forces de l'ordre en Biélorussie ont abandonné les poursuites judiciaires à son encontre. Mais la majorité de ses amis ont quitté le pays, comme elle. « Ceux qui sont restés ont quasiment tous été arrêtés. Ils ont dû payer des amendes, ou alors ont des affaires pénales en cours. »

Problème : sa famille est là-bas et lui manque. « Tout me manque : ma vie d'avant, ma maison... Les choses simples comme mon café du coin préféré, ou me promener dans les rues de la capitale. Mais c'est impossible, je signerais mon arrêt de mort. »

Source : RFI

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo et le FPI planchent à huis clos sur leur agenda politique

En Côte d'Ivoire, après son agenda protocolaire, Laurent Gbagbo ouvre son agenda politique. L'ancien chef de l'État réunit un « comité central extraordinaire » du Front populaire ivoirien, ce lundi 9 août, au palais de la culture de Treichville. Un comité central sans l'ancien Premier ministre Pascal Affi N'Guessan, qui de son côté convoque un comité central du FPI légal, le 14 août.



La réunion est une rencontre de la haute direction, qui compte au moins 800 membres. Les alliés d'Ensemble pour la démocratie et la souveraineté, EDS, la coalition anti-Quattara qui s'est créée autour du FPI en 2017, sont conviés.

Simone Gbagbo est annoncée et attendue. « Elle membre du comité central », rappelle un organisateur.

Sans surprise, Pascal Affi N'Guessan est tenu à l'écart, lui dont le camp a désavoué, il y a quelques jours, ce comité central extraordinaire, expliquant que Laurent Gbagbo n'est pas le président en exercice du parti. Pascal Affi N'Guessan a convoqué un comité central du FPI légal, le samedi 14 août.

« C'est pourtant le chef indiscutable », réplique un pro-Gbagbo qui rappelle que l'ancien chef de l'État est non seulement le fondateur du

parti, mais aussi qu'il l'a dirigé et a été élu président en exercice en 2015 et 2018.

La réunion est à huis clos. Un communiqué sera publié à l'issue des travaux.

Laurent Gbagbo y prononcera un discours-programme : diagnostic, actions et stratégie de reconquête du pouvoir. Et des hommages seront rendus aux militants du parti décédés pendant l'absence du président. On cite Abdouramane Sangaré, son plus fidèle compagnon, l'écrivain Bernard Dadié ou encore l'ancien maire de Cocody mort en exil au Ghana en 2012, un pont de FPI.

Source : RFI

Tokyo 2021 : Sports collectifs, judo, escrime, ils ont fait briller la France aux JO

Avec 33 médailles olympiques, l'équipe de France n'a pas réussi à atteindre son objectif de faire au moins aussi bien qu'à Rio en 2016 (42), dans l'optique de battre tous les records en 2024 à domicile. À Tokyo, les Bleus sont néanmoins montés dix fois sur la plus haute marche du podium, comme il y a cinq ans, grâce en grande partie aux performances réalisées dans trois sports.



Réussite historique des sports collectifs

Sur les huit équipes françaises engagées en sports collectifs, six repartent de Tokyo médaillées, quatre le même jour. Seuls les Bleus du football ont véritablement déçu.

À l'inverse des footballeurs, les volleyeurs ont été la très bonne surprise de cette immense réussite, avec un titre olympique inédit remporté contre les Russes samedi 7 août. Absente des Jeux de 2008 et 2012, et éliminée

dès la phase de poules à Rio en 2016, cette équipe de France était encore proche de sortir prématurément après trois défaites.

Les Bleus ont finalement pris le dernier ticket pour les quarts de finale, une première, avant de réaliser l'exploit de battre la Pologne double championne du monde, puis l'Argentine contre qui ils avaient perdu en poule, et enfin les Russes, toujours présents dans le dernier carré depuis les Jeux de 1996. C'est sans doute le plus grand exploit français à Tokyo.



Les revanches du handball français

Les deux autres médailles d'or en sports collectifs ont été glanées par les deux équipes de handball qui ont pris leur revanche sur Rio 2016.

Les hommes, battus en finale par le Danemark il y a cinq ans, ont retrouvé ces mêmes Danois à ce stade de la compétition à Tokyo, avec cette fois une victoire à la clé (25-23).

Ce troisième titre olympique, après 2008 et 2012, permet aux vétérans Michael Guigou et Luc Abalo de prendre leur retraite sur une très bonne note, eux qui étaient déjà là aux JO de Pékin il y a 13 ans.

Les féminines ont elles aussi pris leur revanche. Après la déception argentée de Rio, causée par les Russes, les Bleues les ont retrouvées à Tokyo en finale et se sont cette fois parées d'or pour la première fois de leur histoire (30-25).

Le basket et le rugby argentés

Les basketteurs espèrent que cette histoire de retrouvailles leur sourira en 2024 à Paris, après leur défaite en finale contre les États-Unis de Kevin Durant (87-82). La bande à Batum, Gobert et Fournier avait pourtant battu ces Américains en phase de poules, comme tous leurs adversaires avant cette finale, dont la Slovénie de Luka Doncic dans une demie haletante (90-89). C'est la troisième médaille de l'histoire du basket français masculin aux JO, la troisième en argent et la première depuis les Jeux de 2000.

Les basketteuses ont elles décroché le bronze. Après la déception du revers en demi-finale contre le Japon, les Bleues se sont reprises face aux Serbes (91-76) pour remporter une deuxième médaille olympique, après l'argent de 2012.

Cette belle moisson collective avait débuté par les joueuses de rugby à 7, impériales avant de perdre en finale contre la Nouvelle-Zélande (26-12). Elles apportent la première médaille olympique au rugby français.

Record de médailles pour le judo français

Il y a eu la déception Teddy Riner « seulement » médaillé de bronze chez les plus de 100 kilos. Mais aussi, l'immense joie de la première médaille d'or de l'histoire de l'épreuve par équipes mixtes, remportée par les Bleus.

Le colosse français s'est donc vite consolé et peut se targuer d'avoir égalé deux records olympiques dans sa discipline : celui du nombre de médailles d'or (3) et du nombre total de récompenses (5).

Grâce à Teddy Riner et surtout Clarisse Agbégnenou, double championne olympique à Tokyo (en individuelle chez les moins de 63 kilos et par équipes mixtes donc), l'équipe de France de judo réalise les meilleurs Jeux de son histoire au regard du nombre de médailles : huit dont deux en or. Il faut remonter aux JO de 1996 pour voir des Bleus plus titrés (3 médailles d'or). Mais à l'époque, ils étaient montés six fois sur le podium.

Les leaders Riner et Agbegenou ont d'ores et déjà donné rendez-vous dans trois ans pour les Jeux de Paris, avec l'objectif de passer devant le Japon, première nation du judo devant la France.

L'escrime a montré la voie

C'est en escrime que la France a remporté sa première médaille d'or à Tokyo grâce à un inconnu : Romain Cannone. L'épéiste devait être remplaçant pour ces Jeux olympiques et a finalement battu les trois meilleurs mondiaux de sa spécialité pour offrir à son pays le premier sacre en individuel depuis les Jeux d'Athènes en 2004.

C'est aussi le seul de ces JO de Tokyo où l'équipe de France a surtout brillé par équipe, avec l'or des fleurettistes masculins qui ont pris leur revanche sur les Russes, l'argent de leurs collègues féminines et des sabreuses.

En ajoutant le bronze de Manon Brunet en sabre individuel, cela porte à cinq le nombre de récompenses pour l'escrime tricolore, soit le meilleur bilan depuis ces fameux Jeux de 2004. Seule l'équipe olympique de Russie a fait mieux à Tokyo.

Steven Da Costa, premier champion olympique de l'histoire du karaté, et le nageur Florent Manaudou, seul Français à avoir remporté trois médailles dans trois Jeux différents, ont eux aussi illuminé cette quinzaine.

Les joueurs égyptiens Ahmed Yasser Rayan et Taher Mohamed après leur défaite contre l'Argentine au tournoi de football des Jeux olympiques de Tokyo, le 25 juillet. REUTERS - KIM HONG-JI

Source : RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Ne confiez pas vos ambitions auprès de collègues qui convoitent le même poste que vous. La rivalité tend à l'ambiance au sein de votre service. Des remaniements sont possibles et chacun veut avoir la meilleure place. On peut vous convoquer à une réunion.

La Lune en Verseau vous inspire pour des idées créatives. Vous pourriez créer un meuble ou faire de la récupération. Peindre ou rénover vous plaisent tout en vous aidant à réaliser des économies. La stabilité matérielle se maintient grâce à des astuces.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui, la prudence est de rigueur. Des tensions apparaissent avec quelques collègues, les reproches fusent. Personne ne veut assumer ses erreurs ni prendre ses responsabilités. Vous avez une carte à jouer, analysez la situation avant d'agir.

Vous pouvez décider de faire quelques achats sauf que vous devez jouer la prudence. Vivre au-dessus de vos moyens n'est pas une bonne solution. Aujourd'hui, faites-vous plaisir, mais modérément, sans abuser. Faites quelques réajustements si nécessaire.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les activités vous demandent de vous diversifier et de finir dans des délais brefs. Ne vous laissez pas attendrir par des collègues qui demandent de l'aide. Cette situation pourrait retarder votre productivité et vous pénaliser. Restez concentré sur vos fonctions.

Une atmosphère festive vous incite à dépenser sur des petites choses, mais la note risque d'être salée au final. Il est nécessaire de savoir dire non sur certaines dépenses, car elles ne valent pas la peine pour le moment et déséquilibrent votre compte.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous envisagerez très sérieusement de changer de travail. Vous avez l'impression d'avoir fait le tour de votre activité. Les réunions à rallonge dont rien ne sort vous fatiguent et vous donnent l'impression de ne plus être utile. Vous avez envie de fuir !

La pleine Lune met l'accent sur vos finances. En ce jour férié, ne vous laissez pas aller à la dépense. Pensez aux autres jours du mois et à la rentrée qui approche, d'autant plus que vous aurez la peur de manquer. Ne provoquez pas ce que vous craignez !



Lion (22 juillet - 23 août)

Des discussions avec un collaborateur peuvent donner des éclaircies sur votre avenir professionnel. Uranus en Taureau vous oblige à changer de cap et de bénéficier d'une aide très inattendue. Un poste dans la communication ou de création peut se présenter.

Mars en Lion vous rend très exigeant et actuellement vous n'aimez pas les articles bas de gamme. Dans la moindre dépense, vous pouvez craquer pour des produits liés au bien-être ou vouloir renouveler beaucoup de choses essentielles à votre épanouissement.



Vierge (23 août - 23 septembre)

On peut dire que vous avez le vent en poupe ces derniers temps, les propositions professionnelles s'enchaînent. Vous faites des émules au sein de votre entreprise, vos qualités et votre expérience sont reconnues. Votre réputation n'est plus à faire.

Lorsqu'il s'agit d'augmenter vos revenus, vous vous montrez particulièrement actif, toujours prêt à vous rendre utile. Vous avez des ambitions, pour réaliser vos objectifs vous pouvez déplacer des montagnes. Les finances sont au vert.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Le poste actuel peut vous donner le champ libre et plus d'autonomie. Cette atmosphère qui s'améliore vous fait plaisir et vous donne la possibilité de travailler dans de meilleures conditions. La journée est profitable pour faire diminuer le stress accumulé.

D'inévitables dépenses sont en cours et elles proviennent de votre train de vie avec une charge à régler. Faites attention à des frais qui ne seraient pas utiles, car vous pouvez en avoir beaucoup. Des concessions sur des loisirs semblent inévitables.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous suscitez une grande jalousie ! Vos compétences, votre cote de sympathie font des envieux qui ne se cachent pas et cherchent parfois à vous déstabiliser. Ne répondez pas à la provocation. Vous n'enlevez rien à personne. Vous êtes tout simplement doué !

Les planètes concernées ont tendance à vous pousser à la dépense excessive. À vous de gérer au mieux vos comptes de manière à vous faire plaisir, vous l'avez bien mérité, mais aussi de prévoir les sommes pour les charges courantes. Vous devriez y arriver !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Des hésitations et des doutes se bousculent dans vos pensées. Vous ne savez pas quel type de profession vous va le mieux, car un carrefour professionnel est arrivé. Des activités commerciales nouvelles peuvent vous inciter à prendre la parole en public.

Jupiter dans votre signe joue avec vos nerfs. Vous pourriez craquer sur des produits onéreux, qui habituellement n'entrent pas dans votre budget. Les achats peuvent concerner des articles de sport, de pêche, de loisirs ou encore un billet pour un voyage.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Mars vous confronte à des choix importants dans votre vie professionnelle. Pour trancher, vous devez garder la tête froide. Vous n'avez pas besoin d'être distrait par les conseils d'une tierce personne. Vous le lui faites savoir un peu brutalement.

Petit à petit vous réussissez à maîtriser vos finances, vous avez appris des erreurs que vous avez pu faire, vous mettez ces leçons à profit pour rebondir. Si vos enfants vous demandent de l'argent, vous entamez un dialogue, c'est donnant donnant.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Avec votre personnalité, vous attirez du monde spontanément et inspirez confiance. Des collaborateurs peuvent voir en vous, un futur leader pour le service. On compte complètement sur vos compétences. Le rendement peut être abondant dans la journée.

Préserver le budget à flot demande des concessions. Pourtant, les frais sont causés par des sorties et coups de coeur. Vous pourriez craquer pour un produit high-tech. Mais il est conseillé de vérifier les différents tarifs ou de différer vos achats.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez aujourd'hui, vous en serez satisfait, car vous n'aurez pas à gérer les problèmes familiaux. Vous vous consacrez à votre activité, qui représente votre vie propre et n'interfère avec personne d'autre. Vous vous sentirez libre !

Ne vous lancez pas dans une comptabilité complexe ! Certes, surveillez vos prélèvements et vérifiez vos tickets de caisse surtout dans le cas de nombreuses promotions qui sont rarement toutes enregistrées, mais n'en faites pas plus aujourd'hui.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23